

PETIT GUIDE  
MILITANT  
FACE  
AUX CRIMES  
CLIMATIQUES

%  
attac

## **Stoppons la machine à réchauffer la planète**

**La modification profonde et durable de notre planète, et en particulier du climat, du fait de l'activité humaine amène de nombreux scientifiques à considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, qualifiée d'anthropocène. Les sociétés humaines, dont l'histoire courte se trouve aujourd'hui inextricablement liée à l'histoire longue de la planète Terre, font alors face à des difficultés et à des défis considérables et c'est leur pérennité même qui est aujourd'hui menacée.**

**Des annonces tentent déjà de faire accepter l'idée selon laquelle un accord à Paris constituera un premier pas important pour aller plus loin ensuite. Nous ne croyons pas aux miracles : ce qui n'a pu émerger depuis quatre ans de négociations, c'est-à-dire un accord à la hauteur des enjeux climatiques, aura du mal à émerger dans les derniers jours. Les négociations onusiennes sont enfermées dans des discussions techniques et bureaucratiques à la mesure de l'abandon des responsabilités politiques, de la concurrence des Etats, de l'emprise des logiques du profit.**

**Nous ne pourrions applaudir un résultat qui ne prenne pas en compte certaines lignes rouges, lesquelles s'appuient à la fois sur les connaissances scientifiques,**

**l'expérience vécue du réchauffement climatique, les résistances et les solutions expérimentées à des échelles maintenant significatives.**

**Un sursaut politique et démocratique est requis. Attac participe à la construction d'un mouvement divers, ambitieux et pérenne pour la justice climatique, un mouvement catalyseur des résistances au grand chantier capitaliste qui détruit pour accumuler. C'est le sens de notre engagement depuis plusieurs mois dans la dynamique Alternatiba, dans la Coalition climat 21 et dans de nombreux réseaux internationaux qui luttent pour la justice climatique.**

**Du 28 novembre au 12 décembre, les deux semaines de mobilisations pendant la COP21 seront un moment d'expression de ce mouvement en devenir. Ce Petit guide militant face aux crimes climatiques se veut un outil pour toutes celles et tous ceux qui participeront de ce mouvement. Il décrypte les enjeux actuels de la crise climatique, énonce 9 lignes rouges pour un accord qui serait à la hauteur des enjeux et fondé sur la solidarité et la coopération, dénonce les défaillances des négociations en cours et appelle les citoyennes et les citoyens à participer massivement aux manifestations, au Sommet citoyen pour le climat, au Village mondial des alternatives, aux actions de désobéissance non violente face à la poursuite de la destruction légale et organisée des sociétés et de la Terre.**



## **pour refroidir la Terre, édifions d'autres mondes**

Le changement climatique, par la croissance exponentielle de la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, est d'origine humaine. D'origine humaine, certes, mais la responsabilité est celle des plus riches d'entre eux. Les dérèglements climatiques actuels sont le résultat de la combustion industrielle à très grande échelle d'énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz... – ainsi que des émissions engendrées par l'agriculture industrielle et la déforestation. Et les pays ayant débuté leur industrialisation aux 18ème et 19ème siècles sont responsables de près des trois quarts de la concentration actuelle de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Toutes les sociétés industrielles et productivistes, à l'Est comme à l'Ouest, ont fortement accru leurs émissions après la Seconde Guerre mondiale. Plus récemment, la globalisation économique et financière, le libre-échange débridé, la montée des inégalités, la croissance accélérée de pays dits émergents qui empruntent la voie du développement productiviste et consumériste, accélèrent encore cette tendance.

### **Le dérèglement climatique est déjà là**

A ce jour, la température mondiale moyenne a augmenté de 0,8°C par rapport à l'ère préindustrielle. C'est peu en apparence et c'est déjà beaucoup. Et les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter

dangereusement : du début des années 1990 (date à laquelle ont commencé les négociations internationales sur le climat) à 2013, au lieu de diminuer, elles ont augmenté de 61%. Les conséquences sont palpables : les océans se réchauffent et s'acidifient, modifiant les écosystèmes et courants marins ; les glaciers andins, alpins et himalayens fondent ; les calottes glaciaires du Groenland et de l'Arctique se réduisent à peau de chagrin pendant l'été ; le niveau de la mer augmente et menace de nombreuses côtes et îles de la planète ; les saisons des pluies et des moussons sont profondément bouleversées et les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient et s'intensifient.

Au-delà de 2°C d'augmentation de la température moyenne globale, et probablement au-delà de 1,5°C, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) craignent un emballement incontrôlable auquel nos sociétés auraient de grandes difficultés à s'adapter. Et selon un récent rapport de la Banque mondiale, une augmentation de la température moyenne globale supérieure à 4°C aurait des conséquences dramatiques : "inondation des villes côtières, menaces sur la production alimentaire menant à une hausse des taux de sous-alimentation et de malnutrition ; désertification accrue des régions sèches, humidification accrue des régions humides ; vagues de chaleur sans précédent dans de nombreuses régions, en particulier sous les tropiques ; aggravation substantielle de la pénurie d'eau dans de nombreuses régions, augmentation de la fréquence des cyclones

tropicaux de grande intensité ; perte irréversible de biodiversité, avec notamment la disparition des récifs coralliens”.

Dans un tel contexte, les dommages subis par la biodiversité et les écosystèmes réduiraient considérablement la capacité de la nature à assurer une série de fonctions écologiques pourtant essentielles à la vie humaine et à la vie en général, sans qu’il ne soit possible d’y remédier par d’hypothétiques nouvelles technologies. Les réseaux d’approvisionnement en eau potable, en énergie, en aliments pourraient être détériorés. Les capacités à se protéger des maladies diarrhéiques, respiratoires et contagieuses seraient fortement réduites. La sous-alimentation et la malnutrition gagneraient encore du terrain. Selon les chiffres donnés par Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, 300 000 personnes meurent déjà chaque année des conséquences des dérèglements climatiques. Il pourrait y en avoir 100 millions d’ici 2030.

Sur le plan agricole, de nombreuses régions vont voir leur rendement s’effondrer tandis que la volatilité des prix agricoles sur les marchés mondiaux va s’accroître, menaçant tous les objectifs et programmes de sécurité et de souveraineté alimentaires. Le simple coût de submersion des zones côtières en raison de l’élévation du niveau des mers pourrait atteindre 300 milliards de dollars selon le GIEC. Après le passage des typhons Bhopa (2012) et Haiyan (2013), le gouvernement philippin indiquait que les coûts engendrés par chaque saison

de typhons revenait déjà à presque 5 % de la richesse produite annuellement par le pays.

### **La transition elle aussi a commencé !**

Pour maintenir la hausse des températures sous le seuil des 2°C, il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale de 40 à 70 % en 2050 par rapport à 2010. Selon le GIEC, cela nécessite de passer de 50 gigatonnes (Gt) d'équivalent CO<sub>2</sub> par an à 44 Gt d'ici 2020, 40 Gt d'ici 2025 et 35 Gt d'ici 2030. Il faut, pour ce faire, agir au plus vite : la consommation d'énergie fossile doit être réduite grâce à de nouvelles réglementations, à la modification des comportements, à l'amélioration rapide de l'efficacité énergétique (aussi bien dans la production d'énergie que dans son utilisation). Le tout en déployant des programmes d'appui aux énergies renouvelables.

Cela suppose de se libérer des énergies fossiles dont l'utilisation est responsable de près de 80% des émissions de GES, d'entamer une transition industrielle, de relocaliser les économies et les sociétés au lieu de promouvoir le libre-échange, de modifier radicalement les niveaux et habitudes de consommation et de transport, les régimes alimentaires, les modes de vie des populations les plus riches de la planète.

Cette transition est déjà engagée avec l'émergence, partout dans le monde, d'initiatives concrètes, de mouvements sociaux, qui résistent et inventent les voies pour sortir d'un capitalisme mortifère, voué



désormais à l'accélération de la destruction, comme en témoignent tous les grands projets d'infrastructure, inutiles, imposés et destructeurs. Il s'agit d'inventer un post-capitalisme, un post-productivisme et une démocratie fondée sur l'horizontalité des coalitions et des prises de décision, en s'emparant concrètement de ce qui est à notre portée au lieu d'attendre le salut des sauveurs du climat, de la planète et de l'humanité ! Le bouillonnement des alternatives concrètes locales, qu'exprime en particulier le processus Alternatiba, révèle une prise de conscience de l'effondrement d'une civilisation dévastée par des choix économiques à court terme et par la croyance en la maîtrise absolue de la nature et de la technologie.

Cependant, nous savons aussi que ces transitions locales, pour s'étendre, se relier, et aboutir à des basculements globaux significatifs ont besoin d'une perspective globale, d'un cadre qui les protège et les renforce face aux puissances qui nient le changement climatique ou qui en font une nouvelle opportunité économique.



## **9 lignes rouges pour un accord international**

Des décisions et politiques internationales pour répondre aux enjeux du dérèglement climatique sont urgentes et nécessaires. Voici donc nos neuf “lignes rouges”, comme autant d’éléments qui devraient constituer le coeur d’un accord international dont nous avons besoin, à la hauteur des enjeux et fondé sur la solidarité et la coopération.

### **1.**

Conformément aux travaux du GIEC, les Etats doivent s’engager à atteindre un maximum d’émissions mondial d’ici à 2020, ce qui implique de fortes réductions pour les pays historiquement les plus émetteurs. Tout retard dans l’inversion de la courbe des émissions de GES rendrait très difficile d’atteindre l’objectif de limiter le réchauffement de la planète à moins de 2°C à l’horizon 2100.

### **2.**

80% des réserves connues en ressources fossiles doivent rester sous terre pour contenir le réchauffement en dessous de 2°C, il est donc nécessaire d’entamer une profonde transition énergétique mondiale : arrêt immédiat des subventions aux énergies fossiles et transfert de ces fonds aux énergies renouvelables, à l’accompagnement des projets de sobriété énergétique et de sortie du nucléaire, arrêt des prospections, soutien au désinvestissement dans les fossiles. Les subventions aux énergies fossiles s’élevaient à 775 milliards

de dollars en 2012, contre 101 milliards pour les énergies renouvelables. Le mouvement pour le désinvestissement doit s'amplifier à l'image des 200 institutions et collectivités qui se sont engagées à mettre un terme à leurs placements dans le secteur.

### **3.**

Etant donné la réalité de l'impact du dérèglement climatique, notamment sur les sociétés les plus pauvres, il faut rétablir un équilibre entre les politiques visant à le freiner et celles visant à l'adaptation à ses conséquences. Au-delà des mesures d'urgence et de prévision des catastrophes, l'adaptation doit être conçue comme outil pour la transition. Les politiques "d'atténuation" des émissions sont capitales et peuvent se révéler rentables (financement des énergies renouvelables, des économies d'énergie, du transport et de l'urbanisme écologiques...) mais sans politiques conséquentes "d'adaptation", c'est la condamnation de ceux qui subissent le changement climatique.

### **4.**

Sachant que la lutte contre le changement climatique doit engager tous les secteurs de la société, au plus près des activités et dans le souci de promouvoir des emplois durables, nous avons besoin de politiques internationales qui affirment la priorité à la relocalisation des activités, à la décentralisation énergétique, à la promotion d'une agro-écologie paysanne, à la réduction des transports et aux circuits courts. Les accords de commerce doivent se soumettre à cette règle.

## **5.**

Le réchauffement climatique engage un changement civilisationnel qui passe par des engagements politiques forts au lieu des promesses de la technoscience. Il faut pour cela instaurer un moratoire sur les projets de géo-ingénierie et bio-ingénierie qui freinent les engagements en laissant miroiter des “solutions” non maîtrisées et souvent délirantes : projets de Bio-Energie avec capture et stockage du carbone (BECCS), envoi de particules dans l’atmosphère, ensemencement des océans, projets globaux de capture et stockage du carbone.

## **6.**

Les responsabilités du changement climatique sont différenciées et les coûts des catastrophes augmentent, de nouveaux et conséquents engagements financiers sont donc nécessaires. Ces financements proviendront d’abord de la réaffectation des subventions et investissements dans les énergies fossiles, puis d’une fiscalité mondiale (taxe sur les transactions financières, contributions obligatoires en fonction des responsabilités dans le réchauffement climatique, taxe kilométrique, taxe unitaire sur les multinationales...). Ils ne doivent pas venir de l’extension des marchés du carbone, inefficaces, ni des mécanismes d’exportation des pollutions. Un système de taxes sur le carbone doit être instauré pour favoriser les investissements économes en énergie fossile. Cette fiscalité doit s’accompagner de mesures fortes en faveur des moins aisés comme la gratuité des consommations de base et des transports collectifs, les subventions pour l’isolation des logements.

## **7.**

Les politiques internationales contre le réchauffement climatique doivent s'inscrire dans la continuité des droits individuels fondamentaux, des droits sociaux et politiques, en particulier pour les femmes et les peuples autochtones, souvent les plus affectés. Elles doivent reconnaître les droits des déplacés environnementaux et les crimes d'écocide doivent être jugés comme tels. Les droits humains et ceux de la nature sont indissociables.

## **8.**

Pour avancer sur des politiques aussi ambitieuses, il est fondamental d'évincer du processus de négociation des lobbies industriels et financiers qui entendent se substituer à la communauté internationale.

## **9.**

Enfin, un traité international sur le climat, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, suppose des mesures contraignantes, assorties de sanctions en cas de non-respect, pour, à terme, faire primer le droit de l'environnement sur le droit du commerce et de l'investissement. Se fonder sur des déclarations volontaires des Etats c'est ignorer la dimension globale du changement climatique et donner une prime aux Etats pollueurs.



## **avec la COP21 le compte n'y est pas**

Si un accord est signé à Paris en décembre, tout indique déjà qu'il sera très loin du compte. En effet, à un mois de l'ouverture de la COP21, voici le décryptage en 9 points clés des défaillances du projet de texte en cours de négociations.

### **1.**

Les engagements pour l'avant 2020 sont insuffisants. Selon les scénarios du GIEC, les Etats doivent revoir à la hausse leurs objectifs de réduction d'émission d'ici à 2020. Idem en termes de financement. Or, pour l'instant, les Etats rechignent à faire plus, notamment les pays du Nord.

### **2.**

Un décalage abyssal persiste entre l'urgence climatique et la réalité des engagements des Etats. Une nouvelle étude, réalisée par des ONG, associations et syndicats, analyse le contenu des contributions volontaires (réduction d'émission, financements, etc) que les Etats ont rendu publiques en amont de la COP21. Les résultats sont sans équivoque : ces contributions volontaires (INDC dans la novlangue onusienne) préparent un réchauffement climatique supérieur à 3°C et elles ne sont absolument pas équitables. Elles sont donc inacceptables. Si l'on tient compte de leurs engagements financiers, les contributions de la majorité des pays développés sont très éloignées de la juste part qu'ils devraient réaliser : la contribution du Japon représente 10% de ce qu'il devrait mettre sur la table, les Etats-Unis 20% et l'Union européenne un peu plus de 20%.



### **3.**

L'écart entre le réel et le souhaitable – 2°C maximum d'augmentation moyenne de la température ou mieux 1,5°C – ne fait pas l'objet de négociations et cet effort supplémentaire n'est pas réparti entre les Etats.

Ce serait logique, mais cela n'est pas à l'ordre du jour.

Ce qui est à l'ordre du jour ? Savoir si ces objectifs s'appelleront "contributions" ou "engagements", comment on les mesure, les vérifie et les comptabilise. A l'ONU, on négocie le contenant. Pas le contenu. Résultat : la COP21 nous écartera un peu plus d'une trajectoire permettant de rester en deçà des 2°C, ou mieux des 1,5°C.

### **4.**

La transition énergétique est actuellement absente du projet d'accord : les termes d'énergie fossile et d'énergies renouvelables ne font pas partie des textes en cours de négociation. Ennuyeux alors qu'il est urgent de supprimer les premières et de développer les secondes, dans une perspective de sobriété et de transition énergétiques. La seule évocation d'une société dite décarbonée, d'un objectif de "zéro émission nette" à long terme peut contenir précisément tout ce que nous appelons les fausses solutions : le nucléaire, la conversion des sols et des forêts en outils pour capturer le carbone, l'agriculture dite "intelligente", les projets de géoingénierie pour capturer et séquestrer le carbone.

### **5.**

Dans les négociations, l'adaptation au changement climatique est souvent mentionné comme un résidu des politiques d'atténuation. Ce qui revient à nier le réchauffement déjà là et ses conséquences déjà

catastrophiques. Cette vision exprime les vœux de tous ceux qui font du changement climatique une simple opportunité économique. Elle condamne les peuples du Sud et plus globalement les populations les plus précaires et déjà fortement impactées, à être des victimes passives de ces dérèglements.

## **6.**

Dans le cadre des négociations, règne l'idée selon laquelle le commerce international et sa liberté, sont les conditions de la lutte contre le changement climatique. Les transferts de technologie doivent en effet s'effectuer selon la règle de la concurrence et de la protection des droits de propriété intellectuelle. La contradiction, pourtant désormais patente, entre les politiques climatiques et les politiques de libre-échange n'est pas à l'ordre du jour des discussions. Négocier en même temps le Tafta, le Ceta, les accords de partenariat économique (APE) d'un côté et un accord de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'autre relève d'une irresponsabilité politique.

## **7.**

Le financement est la partie la plus confuse des négociations en cours, qui ne manquera pas de nourrir des effets d'annonce. L'engagement pris à Copenhague en 2009, consistant à débloquer 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour soutenir les pays et populations les plus démunis, ne se concrétise toujours pas. Les pays les plus riches refusent de s'engager en mobilisant de nouvelles ressources et préfèrent s'en remettre au financement privé. Enfin, aucune feuille de route n'est proposée pour indiquer comment les engagements

financiers des Etats vont se maintenir, ou mieux s'accroître, au cours du temps pour faire face à l'aggravation des dérèglements climatiques. Dans un nouveau rapport, l'OCDE affirme que 64 milliards de dollars sont déjà mobilisés pour le climat. Ce rapport contribue à la confusion car le calcul mélange des sources de financements très différentes (dons, prêts, prêts conditionnés, aide au développement, etc.) et ne tient pas compte du fait que de nombreux financements déjà engagés ont simplement été rebaptisés "climat".

### **8.**

La dimension des droits individuels, sociaux et politiques, la nécessité de se conformer aux différentes chartes des Nations unies, sont absentes ou très largement marginalisées. Des formules vagues sur les femmes, les peuples autochtones, les affectés, n'ont en rien valeur de droits. Les crimes d'écocide ne sont pas mentionnés et ne pourront être jugés.

### **9.**

Le poids des lobbies industriels et financiers pourrait se trouver institutionnalisé par l'accord de Paris. En plus de pouvoir être sponsor de la COP21 et de poursuivre leur lobbying jusque dans les couloirs de la négociation, le secteur privé – y compris les champions de la pollution – pourrait se voir décerner un rôle à part entière. Ainsi, Total, avec ses compères multinationales de l'énergie et du gaz qui prétendent s'engager pour le climat ont été acceptés dans le dispositif "Agenda des solutions" ou "Plan d'action Lima-Paris". Aucun critère substantiel n'existe pour écarter des pollueurs comme *Total* de ce dispositif qui vise à regrouper et mettre en valeur

les initiatives portées par entreprises, collectivités, organisations internationales, ONG. Ce dispositif pourrait prendre une part croissante dans le futur cadre international de gouvernance sur le climat. Nouvel exemple de la façon dont les négociations sur le réchauffement climatique fournissent à des criminels climatiques l'occasion de se présenter comme étant porteurs de solutions, là où ils ne cherchent qu'à faire perdurer le business as usual.

**Le contenu des négociations ne peut donc être accepté en l'état.**

**Nous mesurons la signification politique d'une telle affirmation, et nous sommes mobilisés pour que l'absence d'accord significatif et le fatalisme qui pourrait en découler ne signifient pas le reflux de l'engagement en la matière. Nous avons de solides raisons d'espérer.**



## un mouvement qui imposera le changement

Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action qui se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Depuis plusieurs mois, nous préparons les mobilisations dans la perspective de la COP21. Du 30 novembre au 11 décembre, les chefs de gouvernement se réuniront au Bourget. Mais l'accord de Paris risque fort d'être insuffisant. Avec la **Coalition Climat 21**, Attac appelle les citoyen.ne.s à s'impliquer dans un grand mouvement pour la justice climatique, un mouvement qui ne sera pas celui d'un seul sommet, mais bien celui qui imposera le changement nécessaire.

### 4 temps forts

#### 28 et 29 novembre

à la veille de l'ouverture des négociations au Bourget, des marches pour le climat auront lieu partout dans le monde, à Paris et dans les grandes villes de France. Ensemble dénonçons les responsables de la crise climatique, les énergies fossiles et le nucléaire, la finance et les banques, le TAFTA et autres accords de libre-échange et **montrons que les alternatives existent.**

### **5 et 6 décembre à Montreuil**

alors que les négociations en seront à mi-parcours, nous nous retrouverons au **Sommet citoyen pour le climat**. Pour échanger et débattre dans le Climat Forum, découvrir les alternatives concrètes du “Village mondial des alternatives” et rencontrer, au marché paysan, celles et ceux qui défendent un modèle d’agriculture paysanne, seul capable de refroidir la planète.

### **du 7 au 11 décembre**

le **CentQuatre** (Paris 19<sup>ème</sup>) se transformera en **Zone d’Action Climat** avec des initiatives artistiques, des débats, et des Assemblées quotidiennes pour faire le point sur les négociations du Bourget pour cette deuxième et dernière semaine de négociations.

### **samedi 12 décembre**

sera le point d’orgue de ces deux semaines de mobilisations. Au moment où les représentants des gouvernements du monde entier quitteront la COP21, **nous montrerons notre détermination à poursuivre nos mobilisations** pour construire un futur juste et durable. Notre action sera d’abord une promesse, celle d’agir tant que les lignes rouges pour une planète vivables seront franchies.

Pendant les deux semaines, nous participerons à de nombreuses autres **actions pour dénoncer la mainmise des multinationales** sur les négociations et les fausses solutions qu'elles tentent d'imposer. voir notamment [www.climategames.net](http://www.climategames.net)

Nous serons également au **Tribunal des Droits de la Nature les vendredi 4 et samedi 5 décembre à la Maison des Métallos**. Une initiative citoyenne unique pour témoigner publiquement de la destruction des conditions de vie sur Terre. Donnant la parole aux populations les plus impactées par les dérèglements climatiques, le Tribunal présentera des cas emblématiques devant un panel de juristes et de personnalités qui statueront.  
[www.maisondesmetallos.org](http://www.maisondesmetallos.org)

### **Toutes les informations sur les mobilisations**

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

facebook : Attac France

twitter : @attac\_fr

[coalitionclimat21.org](http://coalitionclimat21.org)

@Climat21

#climate21





A l'approche de la conférence de l'ONU sur le climat à Paris-Le Bourget, nous affirmons notre détermination à laisser les énergies fossiles dans le sol. C'est la seule issue. Nous savons que cela implique un changement historique majeur. Nous n'attendons pas que les Etats agissent. L'esclavage et l'apartheid n'ont pas disparu parce que des Etats ont décidé de les abolir, mais par des mobilisations massives qui ne leur ont pas laissé le choix. Nous avons une occasion unique de renouveler la démocratie, de démanteler le pouvoir hégémonique des multinationales et de transformer radicalement nos modes de production et de consommation. Tourner la page des fossiles est une étape décisive vers la société juste et soutenable dont nous avons besoin. Nous ne gâcherons pas cette chance, à Paris comme ailleurs, aujourd'hui comme demain.

Pour en savoir plus et pour signer l'appel :  
[www.crimesclimatiquesstop.org](http://www.crimesclimatiquesstop.org)



Alors que le dérèglement climatique est déjà une tragédie pour des millions de personnes et qu'il menace les conditions mêmes d'une vie civilisée sur Terre, les 196 pays membres des Nations-unies sont incapables de trouver 100 milliards de dollars par an pour alimenter le Fonds vert pour le climat.

Pourtant, l'argent de la transition écologique et sociale existe : il est dans les paradis fiscaux !

En finir avec l'évasion fiscale dégagerait des financements publics décisifs pour des politiques de transition écologique et sociale. Pour répondre à la menace grave et imminente que représente l'évasion fiscale, des citoyen.ne.s se sont engagés à réquisitionner 196 chaises d'ici la COP 21, dans les agences des banques les plus implantées dans les paradis fiscaux. Attac participe au mouvement.

**Toutes et tous #FaucheursDeChaises**



**Crime climatique Stop ! L'appel de la société civile**  
Attac et 350.org (coord), Le Seuil, 2015

**Le climat est notre affaire**  
Attac, Les liens qui libèrent, 2015.

**Osons rester humain**  
Geneviève Azam, Les Liens qui libèrent, 2015

**Sortons de l'âge des fossiles !**  
**Manifeste pour la transition**  
Maxime Combes, Le Seuil, 2015

**Zéro fossile : désinvestir du charbon, du gaz  
et du pétrole pour sauver le climat**  
Nicolas Haeringer, Les Petits Matins, 2015

**Tout peut changer**  
Naomi Klein, Actes Sud, 2015

livres à commander sur [france.attac.org](http://france.attac.org)

MAQUETTE & ILLUSTRATIONS  
STEPHANE & CHARLOTTE P.  
IMPRESSION  
ROTO MONTREUIL  
EDITE PAR ATTAC FRANCE  
NOVEMBRE 2015  
ATTAC FRANCE  
21<sup>TER</sup> RUE VOLTAIRE 77  
FRANCE.ATTAC.ORG